



État du financement climatique des villes

Résumé

Juin 2021



AVANT-PROPOS

Les villes sont le moteur mondial de la croissance, mais elles sont également en première ligne de la crise climatique. Regroupant plus de la moitié de la population mondiale, elles consomment les deux-tiers de l'énergie mondiale, émettent plus de 70% des gaz à effet de serre mondiaux, et sont disproportionnellement exposées à toute une gamme de risques climatiques. D'ici 2050, plus de 3,3 milliards de résidents urbains pourraient souffrir d'impacts climatiques graves.

La pandémie de COVID-19 a exposé les villes à des défis sans précédent. Les villes ont fait les frais de la pandémie de COVID-19 avec des taux élevés de mortalité et d'infection, et des pertes économiques vertigineuses. De nombreux urbains ont connu des mois de souffrance, qui ne sont pas terminés. La perte d'emplois, surtout chez les femmes et les jeunes, a entraîné une augmentation impressionnante de la pauvreté et de la faim, menaçant des décennies d'avancées en matière de développement. La pandémie de COVID-19 est une tragédie mondiale.

La relance post-pandémie ouvre cependant une occasion unique de bâtir des villes durables, propres, inclusives, vertes, prêtes pour une vague de croissance urbaine imminente et sans précédent. La façon dont nous concevons la production d'électricité, le transport et les bâtiments dans les villes sera décisive pour pouvoir respecter l'Accord de Paris et atteindre les Objectifs de développement durable.

Les scientifiques nous disent que pour empêcher les pires impacts du changement climatique, nous devons limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels. Cela veut dire zéro émission nette dans le monde d'ici 2050, et une réduction de 45 pour cent d'ici 2030 par rapport au niveau de référence de 2010.

À cet égard, tous les pays et toutes les villes ne partent pas du même point. Alors que les pays développés ont déversé des trillions de dollars dans leurs plans de relance, les pays en développement continuent à se battre contre la pandémie et ses conséquences sociales et économiques.

Cependant, des opportunités extraordinaires résident dans ces défis extraordinaires. La Société financière internationale (IFC) estime qu'il y a une opportunité de 29,4 trillions de dollars US d'investissement climatique en 2030 dans les villes des marchés émergents – et ce pour seulement six secteurs (déchets, eau climato-intelligente, énergies renouvelables, véhicules électriques, transport public et bâtiments verts). Le rapport État du financement climatique des villes, rédigé par l'Alliance des villes pour le leadership de la finance climatique (CCFLA) avec la contribution de la Banque mondiale, présente de nouvelles données et analyses, montre les niveaux actuels d'investissement dans l'action climatique urbaine, et présente les solutions et cadres favorables pour mobiliser des volumes accrus d'investissement climatique urbain afin de maximiser l'impact.

Le rapport clarifie trois points. Premièrement, il n'y a pas assez d'investissement climatique dirigé vers les zones urbaines des pays en développement, notamment dans les régions en urbanisation rapide comme l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud-Est. Deuxièmement, il y a un gros déficit de financement dans l'adaptation et la résilience, qui représente moins de 10 pour cent du financement climatique global dirigé vers les villes. Les villes, et surtout celles qui sont le plus exposées aux impacts climatiques dans le monde en développement, auront besoin d'aide pour débloquer et accroître les investissements dans ce domaine. Troisièmement, les pays développés et les institutions financières internationales doivent fournir un financement climatique prévisible et accru aux villes. Les autorités locales devront travailler avec les autorités nationales, mais aussi les institutions financières de développement, le secteur privé et la société civile.

Saisissons cette occasion unique qui nous est donnée de mettre le monde en mesure de résoudre l'urgence climatique mondiale, et de sécuriser un futur sain et durable pour tous.



A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Selwin Hart', with a stylized flourish at the end.

Selwin Hart

Conseiller spécial au Secrétaire-général sur l'action climatique, et Secrétaire-général adjoint pour l'équipe sur l'action climatique, Nations Unies

RÉSUMÉ

Le rapport État du financement climatique des villes 2021 étudie l'état actuel de l'investissement climatique urbain, les obstacles pour atteindre les niveaux d'investissements nécessaires, et les étapes pour dépasser ces obstacles. Rédigé par l'Alliance des villes pour le leadership de la finance climatique (l'Alliance), ce rapport contribue à la mission de l'Alliance qui est de mobiliser un financement climatique d'envergure au niveau des villes d'ici 2030. Le rapport contribue également à l'initiative du cadre du Leadership pour l'investissement climatique urbain¹, hébergée par l'Alliance, dont l'objectif est de créer une architecture mondiale solide pour le financement climatique infranational et le suivi.

Le rapport présente ses conclusions en deux parties:

- **Le paysage du financement climatique urbain (partie 1).** Rédigée par le Secrétariat de l'Alliance des villes pour le leadership de la finance climatique (Climate Policy Initiative, CPI), en partenariat avec le Centre de résilience de la fondation Adrienne Arsht-Rockefeller du Conseil Atlantique, la partie 1 présente pour la première fois une estimation complète du financement climatique urbain mondial. Ce paysage a été réalisé en suivant toutes les sources de flux de financement climatique vers les zones urbaines, et en estimant les investissements climatiques urbains dans les secteurs du bâtiment et des transports. La partie 1 présente également certaines des activités de l'Alliance pour surmonter les obstacles aux investissements.
- **Les conditions favorables au financement climatique urbain (partie 2).** Rédigée par la Banque mondiale, la partie 2 analyse les cadres favorables et présente des solutions pour mobiliser un financement climatique axé sur un développement urbain faible en carbone et climato-résilient. Elle cherche à offrir un niveau commun de compréhension des terminologies, des connaissances et des thèmes utilisés par les professionnels de la politique et de la finance climatique, les planificateurs urbains au niveau des villes, et les responsables de financement municipal.

Le **Résumé** synthétise les principales conclusions des deux parties, notamment le contexte actuel pour l'action climatique au niveau des villes, les prévisions de flux de financement climatique, les conditions favorables nécessaires pour mobiliser plus de financement, et les étapes pour combler le déficit d'investissement climatique urbain.

CONTEXTE

Les villes doivent être en première ligne des efforts mondiaux pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et les risques liés au changement climatique. Les villes comptent déjà pour 70% des émissions mondiales liées à l'utilisation énergétique. Si cela ne s'améliore pas, les émissions continueront à augmenter avec l'accélération

¹ Plus d'informations sur le Leadership pour l'investissement climatique urbain sur: <https://www.citiesclimatefinance.org/leadershipforurbanclimateinvestment/>

de l'urbanisation, surtout dans les pays en développement. Les villes sont également en première ligne de la vulnérabilité liée au changement climatique: les citoyens et les infrastructures de 70% des villes subissent déjà des impacts négatifs du fait du changement climatique.

Les émissions de gaz à effet de serre dans les villes peuvent être réduites de presque 90% d'ici 2050 avec des mesures techniquement réalisables et largement disponibles, ce qui pourrait ainsi soutenir 87 millions d'emplois en 2030 et générer des dividendes économiques mondiaux de 24 trillions de dollars US (Coalition pour les transitions urbaines, 2019). La Société financière internationale (IFC) estime que les opportunités d'investissement durable urbain dans six secteurs (déchets, eau, énergies renouvelables, véhicules électriques, transport public, bâtiments verts) dans les seuls marchés émergents s'élèvent à 2,5 trillions USD par an d'ici 2030 (IFC, 2018).

En outre, les villes sont motivées pour agir. À ce jour, 6150 villes participant à la Convention mondiale des maires, et représentant 20% des résidents urbains dans le monde, ont mis en place des plans d'action climatique. Des gouvernements nationaux, des villes, et des institutions financières publiques et privées reconnaissent également de plus en plus l'importance des villes pour l'action climatique, et lancent des initiatives afin de surmonter les obstacles à l'accès au financement.²

Malgré cet élan, les villes continuent à affronter des vents contraires pour mobiliser le financement pour une action climatique transformative. La plupart des obstacles au financement identifiés dans le rapport précédent, *'Etat du financement climatique des villes 2015*, sont toujours là, notamment le manque de capacités techniques et financières, de contrôle sur les ressources, et de modèles de financement réalisables. Ces obstacles sont particulièrement présents dans les économies en développement.

La pandémie de COVID-19 a ajouté des tensions financières supplémentaires aux villes, et rend la planification pour l'avenir difficile. Alors que les villes dépensent davantage en protection sociale afin de répondre à la crise sanitaire, un grand nombre d'entre elles ont également perdu des sources de revenus locales du fait de la crise économique. Ce déclin de revenus entrave la capacité des villes à fournir des infrastructures et services essentiels, comme la mobilité, l'assainissement et l'hébergement.

Les efforts de relance post-COVID-19 courent le risque de maintenir des émissions élevées de gaz à effet de serre et la vulnérabilité humaine. Aujourd'hui, du fait de la pandémie, soit les villes dépendent davantage des transferts budgétaires intergouvernementaux, surtout les incitations aux dépenses, soit elles courent le risque de devoir faire des coupes budgétaires et des choix difficiles, y compris dans les actions pour prévenir le changement climatique. C'est notamment le cas dans les villes à urbanisation rapide en Afrique et en Asie du Sud. Dans ces villes, il y a un risque réel que les émissions de gaz à effet de serre et la vulnérabilité humaine restent à un niveau élevé si le développement à long terme et les considérations climatiques ne sont pas intégrées dès le début dans les efforts de relance.

² Citons par exemple: le Fonds City Climate Finance Gap <https://www.citygapfund.org/>; la plateforme SOURCE <https://public.sif-source.org/>; le Leadership pour l'investissement climatique urbain <http://urbanclimateleaders.org/>; et le programme Villes vertes de la BERD <https://www.ebrdgreencities.com/>.

La capacité des villes à répondre à leurs ambitions en matière d'action climatique se trouve à un carrefour crucial, et exige un partenariat avec les gouvernements nationaux, les organisations internationales, la société civile et le secteur privé.

LES FLUX DE FINANCEMENT CLIMATIQUE URBAIN

La Partie 1 présente le premier cadre exhaustif pour suivre le financement climatique urbain. Elle comprend les principales définitions et une taxonomie des activités urbaines d'atténuation et d'adaptation. En appliquant ce cadre, les prévisions pour le financement climatique urbain sont alors basées sur des données de projet suivies dans le Paysage mondial du rapport du financement climatique de la CPI (CPI, 2020), puis complétées par une approche exploratoire afin d'estimer les dépenses de capital par secteur, en utilisant les données de capacités installées par secteur et les données de coût d'investissement (pour l'instant, seulement pour les activités de transports et de bâtiments verts). Ces deux méthodes peuvent potentiellement être étendues et affinées. Les données présentées dans le présent Résumé rassemblent les données suivies et estimées, alors que le rapport intégral offre un aperçu supplémentaire aux données issues de chaque approche.

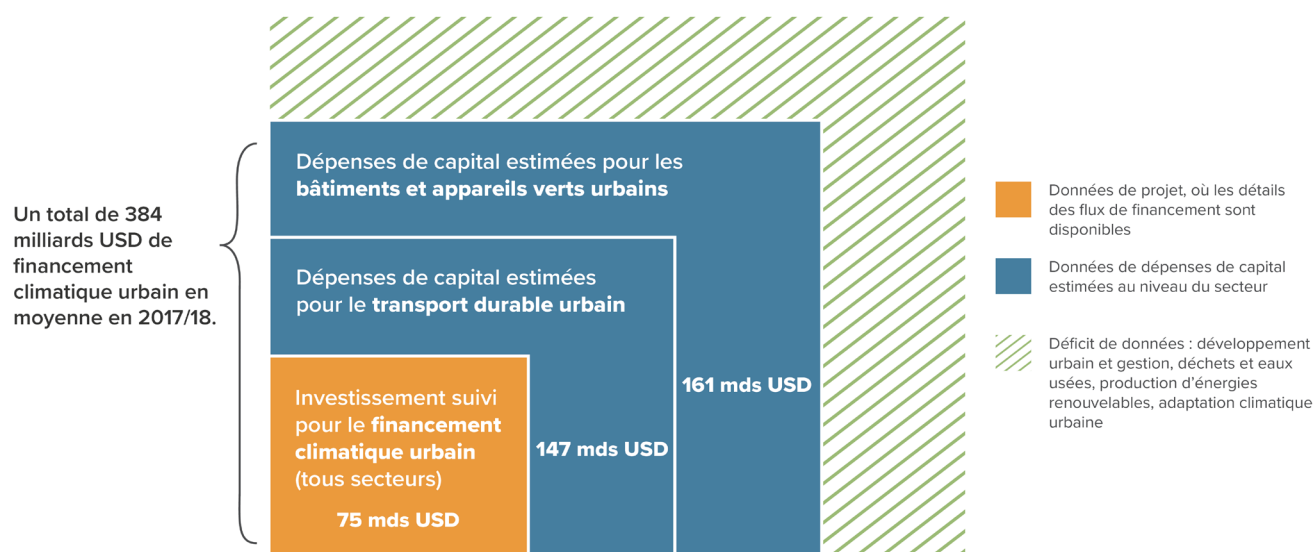
Les flux de financement climatique pour les villes ont atteint une estimation de 384 milliards de dollars US par an en moyenne en 2017/18, très loin des besoins de financement climatique urbain.

Les flux de financement climatique pour les villes ont atteint une estimation de 384 milliards de dollars US par an en moyenne en 2017/18, très loin des besoins de financement climatique urbain (Schéma 1). Sur les 384 milliards USD, 75 milliards USD sont suivis à l'aide d'informations de projet du bas vers le haut; 147 milliards USD sont estimés à partir des dépenses dans les transports verts urbains; et 161 milliards USD sont estimés à partir des dépenses dans les bâtiments et appareils verts. L'analyse utilisée dans ce rapport définit « le financement climatique urbain » afin d'inclure toutes les sources de financement dirigées au sein des villes et canalisées par tous types d'acteurs publics et privés vers l'atténuation et l'adaptation climatique.

Malgré les incertitudes inhérentes à ce type d'analyses, les flux de financement climatique urbain sont bien inférieurs aux besoins, et sont estimés entre 4,5 – 5,4 trillions USD par an (Alliance, 2015).

Des niveaux très insuffisants de financement climatique urbain ont été investis dans les économies en développement, comme en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, où l'investissement moyen annuel était de seulement 4 milliards USD et 3 milliards USD, respectivement.

Schéma 1. Résumé du financement climatique urbain estimé, moyenne annuelle 2017/2018 (milliards de dollars US)



Le financement privé, et en particulier les dépenses des ménages, jouent un rôle important dans le financement climatique urbain (Schéma 2). Les estimations de financement privé annuel sont en moyenne de 136 milliards USD en 2017/18, soit 35% du financement climatique urbain total, et sont principalement le fait des acteurs domestiques. Les dépenses des ménages, qui comptent pour plus de 30% du financement climatique urbain privé suivi, ont surtout été utilisées pour l'achat de véhicules électriques privés, et l'amélioration énergétique des bâtiments résidentiels. L'investissement du secteur public était en moyenne de 84 milliards USD par an en 2017/18, soit 22% du financement climatique urbain total. Les plus importants contributeurs ont été les gouvernements locaux et nationaux. Une partie significative des fonds gouvernementaux locaux et nationaux, soit environ 60 milliards USD, ont été investis dans le transport durable et l'efficacité énergétique des bâtiments. Reflétant les difficultés actuelles à suivre le financement climatique urbain, les 45% restants du financement climatique urbain, soit environ 163 milliards USD, sont issus de sources inconnues.

Les flux de financement climatique urbain sont fortement concentrés dans les pays de l'OCDE et la Chine. Les villes des pays en développement (à l'exception de la Chine) n'ont reçu que des volumes mineurs d'investissement climatique, malgré leurs centres urbains en croissance rapide. La majorité du financement climatique urbain a en effet été investi en Europe occidentale (en moyenne, 85 milliards USD par an), en Amérique du Nord (47 milliards USD par an), et en Asie de l'Est et Pacifique (187 milliards USD par an). L'investissement en Asie de l'Est a été largement tiré par les investissements en Chine dans des secteurs comme la gestion des déchets et des eaux usées, et le transport durable. Presque la totalité du financement estimé pour les bus électriques a globalement eu lieu en Chine. Des niveaux très insuffisants de financement climatique urbain ont été investis dans les économies en développement, en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne par exemple, qui ont reçu un investissement moyen annuel de seulement 4 milliards USD et 3 milliards USD, respectivement.



384 MDS USD MOYENNE ANNUELLE

PAYSAGE DU FINANCEMENT CLIMATIQUE URBAIN 2017/2018



LÉGENDE : ARGENT PUBLIC ARGENT PRIVÉ ARGENT INCONNU

Nota: Le total de 384 milliards USD provient des données de projet suivies dans une approche de dépenses du capital du haut vers le bas, pour estimer l'investissement dans les bâtiments et les transports iniquement. Les chiffres de dépenses du capital sont des estimations des investissements liés aux infrastructures construites en 2017 et 2018 alors que les données de projet fournissent des informations plus précises et détaillées sur les promesses d'investissement réelles au moment de la clôture financière.

Les flux estimés de financement pour l'atténuation urbaine (pour réduire ou éviter les émissions de gaz à effet de serre) dépassent de loin ceux du financement pour l'adaptation urbaine (pour répondre aux risques liés au climat), même si les données sont irrégulières. L'investissement pour les activités urbaines d'atténuation du changement climatique est en moyenne de 375 milliards USD par an en 2017/18, dont 202 milliards USD (53% du total du financement climatique urbain) pour les transports urbains faibles en carbone. Le secteur des bâtiments urbains a attiré en moyenne 167 milliards USD (44% du financement climatique urbain). L'investissement annuel estimé dans l'adaptation urbaine et les mesures de résilience s'est effectué principalement dans les projets liés à l'eau et aux eaux usées, pour un montant moyen de 7 milliards USD, soit 9% des données de projet suivies (l'approche de dépenses du capital n'a pas été utilisée pour l'adaptation). Ces 9% de financement climatique pour l'adaptation sont cohérents avec les autres parts vues dans les prévisions du financement climatique mondial total (CPI, 2020).

Les flux estimés de financement pour l'atténuation urbaine (pour réduire ou éviter les émissions de gaz à effet de serre) dépassent de loin ceux du financement pour l'adaptation urbaine (pour répondre aux risques liés au climat), même si les données sont irrégulières. L'investissement pour les activités urbaines d'atténuation du changement climatique est en moyenne de 375 milliards USD par an en 2017/18, dont 202 milliards USD (53% du total du financement climatique urbain) pour les transports urbains faibles en carbone. Le secteur des bâtiments urbains a attiré en moyenne 167 milliards USD (44% du financement climatique urbain). L'investissement annuel estimé dans l'adaptation urbaine et les mesures de résilience s'est effectué principalement dans les projets liés à l'eau et aux eaux usées, pour un montant moyen de 7 milliards USD, soit 9% des données de projet suivies (l'approche de dépenses du capital n'a pas été utilisée pour l'adaptation). Ces 9% de financement climatique pour l'adaptation sont cohérents avec les autres parts vues dans les prévisions du financement climatique mondial total (CPI, 2020).

Même si les données ne sont pas encore disponibles, il est raisonnable d'anticiper une augmentation du financement climatique urbain pour 2019, mais les tendances en matière d'investissement pour 2020 et après sont très incertaines, du fait de la pandémie de COVID-19. Dans cet environnement incertain, des facteurs positifs et négatifs entrent en compte. Du côté positif, les banques de développement ont augmenté leurs engagements climatiques, certains pays ont adopté des programmes de relance verte, et l'investissement des consommateurs dans les véhicules électriques a continué sa tendance à la hausse. Du côté négatif, de nombreuses villes retardent ou réduisent les dépenses de capital non-essentiels³, et au niveau national, les subventions pour les véhicules électriques ont diminué (IEA, 2021).

³ <https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/cb8caf2a-0dde-4620-9e3d-7df8c4717fa6/IFC-Covid19-Municipalities-final102120-web.pdf?MOD=AJPERES&CVID=nlc.KIU>

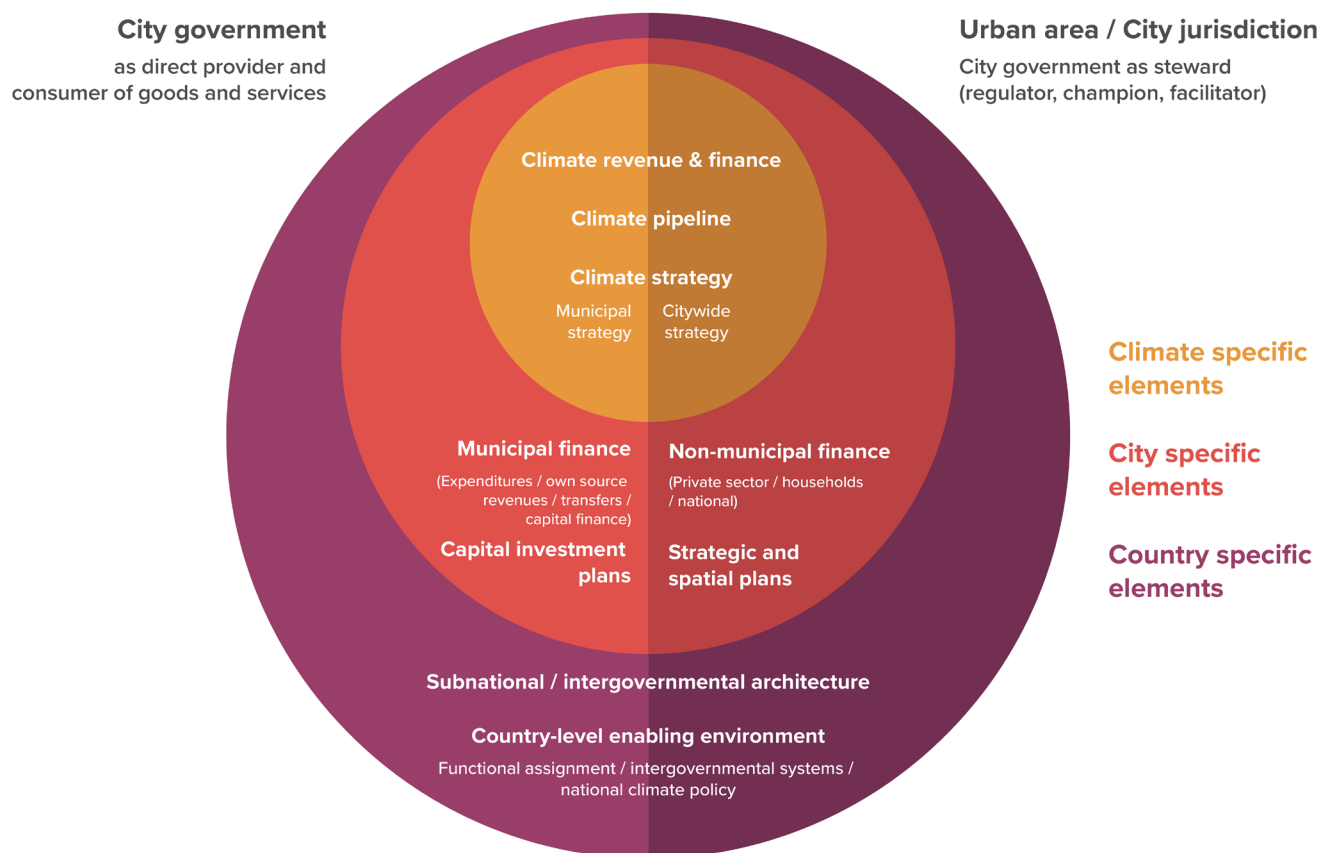
CONDITIONS FAVORABLES

Les conditions favorables jouent un rôle crucial pour déterminer si et où l'investissement climatique peut être mobilisé dans les zones urbaines, quelle que soit la source de financement.

Il existe trois principaux éléments favorables influençant le financement climatique urbain:

- **Spécifique au pays:** systèmes budgétaires et de gouvernance au niveau national dont dépendent les villes, et qui déterminent ce qu'elles peuvent faire en matière de planification, de régulation et de financement;
- **Spécifique à la ville:** la capacité et les attributions des villes pour la planification et le financement des dépenses, et leur potentiel pour mobiliser ou attirer d'autres sources de financement; et
- **Spécifique au climat:** connecte les investissements climatiques des villes aux instruments de financement climatique appropriés.

Schéma 3. Cadre conceptuel des conditions favorables pour mobiliser le financement climatique urbain



Les autorités municipales jouent des rôles multiples. Elles peuvent avoir un impact sur les résultats climatiques en utilisant leur rôle de fournisseurs d'infrastructures et de services (ce que les villes paient) et de gardiens, du fait de leur capacité à planifier, réguler, réunir et mettre en avant (ce que les villes influencent). La façon dont les villes achètent leurs biens et services, offrent des services municipaux, mobilisent du financement, régulent les activités du secteur privé, et construisent des coalitions de parties prenantes, peut influencer significativement leurs trajectoires de développement. La capacité des autorités municipales à réunir des parties prenantes tout en ayant des pratiques de planification urbaines optimales, des réglementations appropriées et des incitations ciblées, peut notamment avoir un impact systémique. Ces actions peuvent aider les villes à tirer parti de l'investissement du secteur privé et des ménages dans l'action climatique, qui peut grandement excéder leurs capacités actuelles à mobiliser des fonds publics locaux.

Les villes agissent dans une vaste gamme d'environnements favorables selon les pays. En conséquence, le contexte de chaque ville doit déterminer les principaux leviers politiques et outils financiers pour mobiliser le financement climatique urbain. Dans les pays où les systèmes intergouvernementaux et fiscaux sont faibles, les villes ont souvent une capacité et une autonomie faibles pour réglementer leur environnement construit, mobiliser leurs propres sources de revenus, planifier leurs investissements et gérer leurs finances municipales. À l'inverse, les pays qui ont des systèmes intergouvernementaux et fiscaux solides autorisent une autonomie et une capacité plus grandes pour les autorités municipales, et les villes sont capables de mobiliser une plus vaste gamme de sources de financement pour les investissements climatiques.

Malgré d'importantes différences dans les environnements favorables au sein des pays et dans le monde, les villes tirent parti de leur rôle de fournisseurs et de gardiens pour mobiliser l'investissement afin de réduire les émissions de GES, accroître la résilience climatique et améliorer la qualité de la vie urbaine.

LES VILLES COMME FOURNISSEURS

Marchés publics et consommation. Adopter des normes vertes pour les marchés publics est une tendance grandissante dont l'impact est significatif, car cela permet de tirer profit de la puissance d'achat des municipalités locales pour atteindre des objectifs de durabilité. De nombreuses villes en Union européenne et en Amérique du Nord, ainsi que Santiago, Chili, et Le Cap, Afrique du Sud, adoptent également de telles normes. C'est le signe qu'il existe une demande du marché pour des véhicules, des lumières, des équipements et des bâtiments énergétiquement efficaces; cela réduit également les coûts en amont par le potentiel que représentent les achats en gros, ainsi que les coûts à plus long terme pour l'exploitation, la maintenance et le remplacement.

Fourniture de services. Au-delà de la consommation, les villes verdissent également les services qu'elles offrent. La ville d'Helsinki, Finlande, a par exemple établi un objectif de neutralité carbone d'ici 2035 et a rédigé un plan d'action détaillé pour réduire les émissions de GES pour le chauffage, la production d'électricité et le transport public du district.

Levée de fonds. Lorsque les conditions appropriées sont réunies, les villes peuvent mobiliser des sources supplémentaires de financement en imposant des frais d'impact ou d'amélioration. La ville de Miami, États-Unis, impose par exemple des frais d'impact sur les constructions immobilières afin de financer des améliorations sur le littoral destinées à réduire les dommages liés à l'augmentation du niveau de la mer. La ville de Ghaziabad, Inde, a émis une obligation verte pour une usine de traitement des eaux.

LES VILLES COMME GARDIENS

Normes et réglementations. Par l'application de nouvelles normes et réglementations, les autorités municipales peuvent garantir la cohérence du développement privé avec leurs objectifs climatiques. Cela inclut, par exemple, l'utilisation de programmes de crédit innovants pour les eaux de pluie afin d'équilibrer la demande en nouvelles constructions avec la protection environnementale et les mesures d'atténuation du changement climatique nécessaires. C'est ce qui est fait à Washington D.C. et Philadelphie, États-Unis.

Rassemblement et planification au niveau des systèmes. Les villes travaillent ensemble pour sensibiliser et inciter à l'action climatique auprès des acteurs et de divers systèmes (par ex. énergie, transport, terres, déchets, santé, etc.) et à des niveaux plus élevés de gouvernement. C'est le cas du groupe C40 Cities Climate Leadership, qui inclut les villes d'Accra, Dhaka, Londres, Bogota et Jakarta, entre autres. Ce groupe de leadership réunit les villes membres pour un partage des connaissances, un échange entre pairs, et un plaidoyer politique auprès des gouvernements nationaux afin qu'ils agissent dans le domaine du changement climatique.

COMBLER LE DÉFICIT D'INVESTISSEMENT: RECOMMANDATIONS

Cette section propose des recommandations pour les responsables de niveau municipal, national et international, afin de réaliser des actions climatiques transformatives, bien planifiées et bien financées dans des villes et réseaux urbains. Ces interventions doivent être personnalisées pour répondre aux éléments favorables spécifiques aux pays, aux villes et au climat.

Au niveau de la ville, dans leur rôle de fournisseurs, les responsables municipaux doivent:

- Renforcer les capacités financières municipales de leur ville, notamment le budget, la gestion financière, la gestion des contrats et les marchés publics, afin d'améliorer la qualité globale de l'offre de services et d'investissements. Ils peuvent également

poser des bases solides pour le financement climatique en améliorant l'utilisation des transferts fiscaux, les propres sources de revenus, et les instruments de financement panachés.

- Améliorer la planification de l'investissement du capital en intégrant la tarification du carbone et d'autres mesures favorables au climat dans la prise de décision. Cela envoie un signal important aux acteurs du secteur privé qui opèrent dans l'espace de la ville, et positionne la ville pour répondre au risque réglementaire des exigences nationales de tarification du carbone.
- Lorsque possible, les villes doivent exploiter leurs propres sources de revenus comme outil pour créer des espaces fiscaux pour les investissements climatiques de la ville, et comme instrument pour inciter les résidents, les entreprises et les autres parties prenantes à investir dans des solutions plus efficaces en ressources et climato-intelligentes.
- Lorsque possible, des projets d'infrastructures urbaines climato-intelligentes doivent être préparés, en prêtant une attention particulière dès les premières étapes aux opportunités potentielles de génération de revenus et à l'engagement du secteur privé.

Au niveau de la ville, dans leur rôle de gardiens, les responsables municipaux doivent:

- Définir et intégrer les considérations climatiques dans les quatre niveaux de planification des villes (stratégique, spatial, investissement du capital et budget), et veiller à ce que ces quatre niveaux soient correctement harmonisés.
- Adopter et mettre en œuvre des réglementations, concevoir des normes et des incitations pour encourager l'investissement du secteur privé et des ménages dans les bâtiments, véhicules, équipements et applications verts.
- Évaluer et communiquer autour de la façon dont les plans d'action climatique de la ville sont cohérents avec les objectifs nationaux et internationaux comme l'Accord de Paris (et les Contributions déterminées au niveau national (CDN) et les Objectifs de développement durable (ODD)). Si les plans ne sont pas encore harmonisés, les villes peuvent comparer les plans locaux avec les objectifs nationaux et s'aligner en conséquence – ou même être plus ambitieuses. Cette harmonisation pourrait attirer les investissements publics et privés, surtout lorsque des stratégies et des plans d'investissement concrets pour des infrastructures urbaines climato-intelligentes sont mis en place.

Pour les villes qui fonctionnent avec des systèmes administratifs plus centralisés, et lorsque leurs capacités à mobiliser des fonds ou à s'endetter est limitée, il est recommandé aux responsables de se concentrer sur leur rôle de fournisseurs et de facilitateurs, de rassembleurs et de défenseurs de l'action climatique urbaine.

Les villes auront besoin du soutien de leurs gouvernements nationaux pour répondre à leurs ambitions climatiques. En conséquence, au niveau du pays, les gouvernements nationaux doivent:

- Soutenir l'harmonisation de la politique climatique au niveau national et municipal, du haut vers le bas et du bas vers le haut. Par exemple, les gouvernements nationaux doivent inclure et encourager les efforts des villes lorsqu'elles mettent au point et actualisent leurs Contributions déterminées au niveau national (CDN) et leurs Plans d'adaptation nationale, ainsi que lors de leur mise en œuvre.
- Renforcer les normes, réglementations et systèmes de données de niveau national qui soutiennent une planification et un développement urbains à faibles émissions de carbone et climato-résilients, et des mécanismes de tarification du carbone au niveau municipal.
- Adapter et exploiter les systèmes intergouvernementaux et de transfert fiscal pour soutenir et encourager l'action climatique au niveau de la ville.
- Diriger les fonds de relance verte vers les zones urbaines qui ont eu le plus de cas de COVID-19 et qui font face à une incertitude économique continue. Diriger également les fonds de relance verte vers les zones qui sont en urbanisation rapide incontrôlée, lesquelles courent le risque d'être bloquées sur des voies intensives en carbone et climato-vulnérables, surtout dans les pays en développement.

Au vu des niveaux particulièrement bas d'investissement climatique urbain se dirigeant vers la plupart des pays en développement, un soutien est également nécessaire au niveau mondial. Les responsables politiques et de financement climatique dans les organisations internationales et les institutions de financement public, notamment les banques de développement infranationales, nationales et internationales, doivent:

- Aider les villes à intégrer les considérations climatiques dans les quatre niveaux de planification locale (stratégique, spatial, investissement du capital et budget), et veiller à ce que ces quatre niveaux soient correctement harmonisés.
- Aider les villes à renforcer leurs bases de financement municipales, notamment le budget, la gestion financière, la gestion des contrats et les marchés publics.
- Aider les villes à poser les bases du financement climatique par l'utilisation améliorée des transferts fiscaux, des propres sources de revenus et des instruments de financement panachés.
- Rassembler et renforcer les capacités des différents niveaux de gouvernement, afin de mobiliser l'investissement climatique urbain issu des transferts fiscaux intergouvernementaux et des marchés et ménages privés.
- Aider à coordonner, harmoniser et intégrer les considérations liées au changement climatique dans les villes et les réseaux urbains, à tous les niveaux, par le biais des politiques, de la planification, des processus intergouvernementaux et de la finance.
- Soutenir la phase précoce, souvent délicate, de préparation des projets dans le cadre du processus de financement. Cela peut inclure l'offre d'une aide technique

dédiée et l'incitation à des partenariats publics-privés, lorsque les cadres institutionnels sont suffisamment solides.

- Aider les villes et les développeurs de projet à identifier les sources de financement locales et les modèles de financement innovants, comme les approches de regroupement et les modèles de leasing, y compris pour permettre la mise en œuvre de projets de petite et moyenne taille et de technologies propres.
- Utiliser le financement catalytique et des mécanismes de financement innovants, comme le financement concessionnel panaché et les garanties partielles, afin de réduire le risque de l'investissement privé et accroître l'assurance. Cela peut permettre de répondre aux risques climatiques croissants auxquels font face les villes, surtout celles des économies en développement qui ne sont pas en mesure d'accéder aux marchés du capital.

Enfin, il existe un besoin clair d'améliorer le suivi du financement climatique urbain et la disponibilité des données.

De meilleures données et un meilleur suivi sont un outil politique et un outil de priorisation de l'investissement puissant pour les décideurs politiques nationaux et infranationaux, les organisations internationales et les investisseurs axés sur l'impact. Parmi les principales priorités pour améliorer le suivi du financement climatique urbain à l'avenir, citons:

- Les donateurs, les institutions de financement du développement, les gouvernements locaux et les villes, qui doivent accroître leurs efforts pour suivre et rapporter les projets de financement climatique qui profitent aux habitants urbains. Le suivi de l'investissement au niveau du projet fournit des informations précieuses pour soutenir le suivi des avancées, mesurer les lacunes, identifier les synergies et optimiser et identifier les opportunités autour de la transition verte urbaine. Les gouvernements locaux en particulier pourraient profiter de l'utilisation de l'étiquette du budget climatique pour mesurer les avancées et renseigner les efforts afin de mieux coordonner et mobiliser le financement climatique. Ces efforts peuvent également dépasser les budgets des villes pour suivre les contributions faites par tous les principaux acteurs publics et privés.
- Les institutions de financement du développement peuvent encourager les bonnes pratiques pour suivre et faire rapport du financement climatique urbain au niveau des projets, en rédigeant des définitions, taxonomies et méthodes harmonisées. Cela pourrait mettre en avant des approches que d'autres groupes d'investisseurs pourraient adopter.
- Les institutions et sociétés financières privées devraient envisager de rapporter des données normalisées sur leurs investissements urbains liés au climat à un répertoire central, comme la CDP.⁴

4 <https://www.cdp.net/en/companies-discloser>

CONCLUSION

Pour répondre au changement climatique, il est urgent de financer et de soutenir l'action climatique dans les villes et réseaux urbains. Ce rapport a démontré qu'il existe un investissement substantiel, estimé à 384 milliards de dollars US en moyenne par an, dirigé vers les villes pour l'action climatique. Cependant, cette somme est très largement en dessous des besoins d'investissements, qui se chiffrent en trillions, et surtout elle masque les niveaux très insuffisants d'investissement climatique dans les villes des pays en développement, où la croissance urbaine sera la plus rapide.

Il convient de mieux comprendre, mesurer et suivre les flux de financement climatique urbain actuels, et les conditions favorables pour mobiliser des niveaux plus élevés de financement climatique urbain, afin de renseigner la façon dont les pays et les villes peuvent mieux:

- Verdir et harmoniser verticalement les systèmes de financement urbain existants, et les architectures intergouvernementales au niveau local et national (accroître la part verte);
- Mobiliser un nouveau financement climatique urbain au niveau des villes, notamment par des transferts intergouvernementaux conditionnels, des sources de revenus propres, et des marchés et ménages urbains privés (accroître le gâteau);
- Accroître l'impact climato-intelligent en renforçant les systèmes de planification urbains et d'investissement du capital avec des réglementations vertes et des normes de conception, une promotion des formes spatiales compactes et l'intégration de la mesure dynamique des GES et de la tarification du carbone dans les décisions de planification de l'investissement (accroître l'impact).

Pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris et les Objectifs de développement durable, les villes doivent agir mais, surtout, leurs partenaires doivent aussi agir. Les gouvernements nationaux; les institutions de financement public infranationales, nationales et internationales; la société civile; et le secteur privé ont tous un rôle essentiel à jouer pour mobiliser le financement climatique urbain. Ces acteurs doivent se rassembler et accroître leur collaboration pour créer les conditions favorables permettant de mobiliser le financement climatique urbain à grande échelle, et de développer des solutions créatives, réalisables, personnalisées selon le contexte de chaque ville – comme les frais d'impact, les transferts fiscaux, les instruments de financement panaché ou d'autres outils.

Les villes et les réseaux urbains doivent être en première ligne des efforts mondiaux pour réduire les émissions et les risques associés au changement climatique. Pour mobiliser le financement climatique urbain à grande échelle, et à temps pour répondre à la crise du changement climatique, le rapport l'État du financement climatique des villes 2021 appelle à une approche au niveau des réseaux et de l'ensemble de l'économie, où les politiques, les données et les activités climatiques des pays et des villes sont harmonisées, bien financées et bien exécutées au niveau local.

citiesclimatefinance.org